

Art. 27. Het Comité heeft dit huishoudelijk reglement aangenomen op 21 februari 2024.

Gezien om gevoegd te worden bij het ministerieel besluit van __ maart 2024 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van het Voorbeeldigheidscomité;

Brussel, 20 maart 2024.

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering
bevoegd voor Economie,
A. MARON

Art. 27. Ce règlement d'ordre intérieur a été adopté par le Comité le 21 février 2024.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du __ mars 2024 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Comité d'exemplarité ;

Bruxelles, le 20 mars 2024.

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale
chargé de l'Economie,
A. MARON

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C - 2024/003311]

28 MARS 2024. — Arrêté 2023/2137 du Collège de la Commission Communautaire française relatif à l'agrément des entreprises, à la convention de stage et au plan de formation, à la convention de stage de pratique professionnelle, au stage découverte métiers et au stage d'observation obligatoire dans la formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, approuvé par le décret du 18 décembre 1995, l'article 8 § 2,1° et 3° modifié par l'accord de coopération du 04 juin 2003, approuvé par le décret du 17 juillet 2003;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises ;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 05 juillet 2018 fixant les conditions d'agrément ainsi que la procédure d'octroi, de suspension, et de retrait d'agrément des entreprises formatrices de la filière chef d'entreprise instaurée au sein de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises,

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 octobre 2023 ;

Vu l'avis du Ministre du budget, donné le 19 novembre 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact sur la situation respective des femmes et des hommes ;

Vu l'avis du SFPME, donné le 28 novembre 2023, en application de l'article 8, § 2, de l'accord de coopération du 20 février 1995 ;

Vu l'avis de Brupartners, donné le 18 janvier 2024 ;

Vu la demande d'avis au Conseil d'Etat introduite le 18 mars 2024 sous le numéro 75.916/2 et rayée du rôle de la section de législation le même jour en application de l'article 84, § 5, des lois coordonnées « sur le Conseil d'Etat » du 12 janvier 1973 ;

Considérant le chantier 2.3.3 "favoriser la formation en alternance et la formation professionnelle en entreprise" de la Stratégie Go4Brussels 2030 adoptée par le Gouvernement bruxellois le 9 janvier 2020, et signée avec les interlocuteurs sociaux lors du Sommet social du 16 janvier 2020 ;

Considérant la note d'orientation adoptée par le Collège de la Commission communautaire française réuni le 1^{er} juin 2023 relatif à la réforme du dispositif francophone de l'alternance en Région bruxelloise ;

Considérant la nécessité d'harmoniser et d'actualiser le cadre légal pour assurer une cohérence optimale entre la finalité professionnelle des formations organisées et des référentiels de formation agréés sur la base des besoins et compétences attendues sur le marché du travail avec les objectifs de création ou de reprise d'activité ou d'entreprise et les différentes formes de stages mis en œuvre au sfpme ;

Considérant la nécessité d'un renforcement de l'articulation entre les modalités de stage et l'accompagnement des apprenants au sein d'une réglementation plus large en vue d'inciter les entreprises à ouvrir des places de stages et à augmenter la qualité du dispositif.

Sur la proposition du Membre du Collège, chargé de la formation professionnelle,

Après délibération,

Arrête :

TITRE 1^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 127 de celle-ci.

Art. 2. Au sens du présent arrêté, on entend par :

1° « Filière de formation chef d'entreprise » : la filière de formation comprenant notamment la formation de chef d'entreprise, la formation de coordination et d'encadrement et la formation de professionnels qualifiés ;

2° « Référent sfpme » : le collaborateur du sfpme tel que défini dans l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 mars 2024 fixant les missions et les conditions d'exercice des missions du référent de la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises. Le référent est principalement chargé d'accueillir, informer, accompagner et encadrer l'apprenant tout au long de son parcours de formation

3 « Entreprise » : toute personne physique ou morale de droit privé ou de droit public qui accueille un apprenant en alternance dans les liens d'une convention de stage ;

4° « Tuteur » : la personne responsable, au sein de l'entreprise, de la formation et de l'accompagnement d'un apprenant en alternance, qui répond aux conditions visées à l'article 7, § 2. ;

5° « Plan de formation » : désigne le plan de formation global reprenant le parcours de formation de l'apprenant et les compétences à acquérir dans le cadre de la formation en entreprise et de la formation organisée en centre de formation et tenant compte du projet professionnel de l'apprenant ;

6° « Capacité formative de l'entreprise » : nombre de places de stages d'une entreprise déterminé par le nombre de travailleurs, le nombre de tuteurs, l'infrastructure et tout autre critère pertinent pour assurer une formation optimale ;

7° « RMMMG » : le revenu minimum mensuel moyen garanti, visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, de la Convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 relative à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen ;

8° « Centre de formation » : l'association visée à l'article 16 de L'accord de coopération, conclu le 20 février 1995, relatif à la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne ;

9° « Sfpme » : service de la formation P.M.E. relevant du service de la formation professionnelle et du transport scolaire de la Direction d'administration de l'enseignement et de la formation professionnelle de la Commission communautaire française ;

10° « L'apprenant » : la personne inscrite à une formation « filière de formation chef d'entreprise » auprès d'un centre de formation.

TITRE 2. — De l'agrément des entreprises formatrices de la filière chef d'entreprise sa procédure d'octroi, de suspension, et de retrait d'agrément

Art. 3. § 1. Le sfpme agréé l'entreprise préalablement à la conclusion d'une convention de stage établi en vue de dispenser une formation pratique relevant de la filière de formation chef d'entreprise, suivant les modalités définies aux articles 4, 5, 6, 7, 8 et 9.

Le présent titre ne s'applique pas aux stages visés aux Titre 4, Titre 5 et Titre 6.

§ 2. L'entreprise est agréée pour une ou plusieurs professions déterminées. Toutefois, eu égard aux possibilités de formation propres à certaines professions, l'agrément peut porter sur certains points du programme de formation.

Art. 4. § 1. L'entreprise introduit sa demande d'agrément auprès du sfpme, via le référent, préalablement à l'embauche d'un premier apprenant. Dans les trois mois suivant la demande d'agrément, le référent effectue une visite de l'entreprise ou, en cas de plusieurs unités d'établissement, du lieu de formation afin de vérifier si l'entreprise satisfait aux conditions d'agrément reprises aux § 2.

§ 2. Pour pouvoir être agréée définitivement en tant qu'entreprise formatrice, l'entreprise doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° exercer effectivement le ou les métiers pour lesquels elle sollicite un agrément ;

2° être répertoriée à la Banque Carrefour des Entreprises ;

3° être en ordre au niveau des obligations sociales et fiscales ;

4° ne faire l'objet d'aucun retrait ou refus d'agrément endéans l'année précédant la demande ;

5° désigner un tuteur pour la formation concernée, chargé du suivi et de l'accompagnement pédagogique de l'apprenant pendant la durée de la formation en alternance. Le tuteur désigné répond aux conditions fixées à l'art. 7 § 2. L'agrément des entreprises peut être subordonné à des conditions complémentaires relatives à la formation pédagogique des tuteurs.

Le tuteur peut être :

a) soit le chef d'entreprise ou, lorsque l'entreprise est une personne morale, la personne physique chargée de la gestion effective de l'entreprise et mandatée pour la représenter ;

b) soit un membre du personnel désigné par la personne mentionnée au a) et agissant sous son autorité ;

6° offrir toutes les garanties en matière d'organisation et d'équipement pour permettre la formation de l'apprenant conformément au référentiel ou au programme de formation et dans le respect du plan de formation établi par le référent ;

7° respecter et satisfaire aux obligations que la Commission communautaire française impose aux entreprises qui concluent une convention de stage dans le cadre de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

§ 3. La visite prévue au § 1 doit être assortie d'un rapport de visite établi par le référent. Ce rapport doit permettre de vérifier que l'entreprise satisfait aux conditions d'agrément reprises au § 2 et comporter un avis sur la capacité formative de l'entreprise.

Art. 5. Si la visite et le rapport de visite ne peuvent être établis dans les 30 jours de la demande d'agrément, le sfpme accorde un agrément provisoire à l'entreprise pour autant que l'entreprise déclare sur l'honneur répondre aux conditions visées à l'article 4 § 2 du présent arrêté et les accepte.

L'agrément provisoire vaut jusqu'au jour de la notification de la décision d'agrément définitif ou de refus d'agrément donnée par le sfpme et a une durée maximum de trois mois à compter de la date de l'introduction de la demande par l'entreprise.

Art. 6. Sur base du rapport de visite, le sfpme agréé définitivement l'entreprise ou retire l'agrément provisoire visé à l'article 5 pour le(s) métier(s) qui fait (font) l'objet de la demande d'agrément

La décision est notifiée à l'entreprise par courrier.

Le sfpme attribue un numéro d'agrément à l'entreprise qu'elle reconnaît.

En cas de refus d'agrément, la décision est notifiée par envoi recommandé et prend effet de plein droit le 3^{ème} jour ouvrable suivant la notification.

Art. 7. § 1^{er}. Le tuteur désigné par l'entreprise conformément à l'article 4, § 2, 5° a pour mission de veiller au bon déroulement de la formation de l'apprenant selon son plan de formation et à ce qu'il acquière les compétences professionnelles nécessaires à l'exercice du métier auquel il se destine.

§ 2. Le tuteur en entreprise doit satisfaire aux conditions suivantes :

1° soit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins cinq années, prouvée par toute voie de droit, dans la profession apprise en tout ou en partie dans le cadre du métier visé et pour lequel l'entreprise a demandé l'agrément ; lorsque le tuteur a obtenu un titre de Chef d'entreprise dans la profession apprise en tout ou en majeure partie dans le cadre du métier visé par le plan de formation, il doit disposer d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans ;

2° soit être détenteur d'un diplôme ou d'un certificat pédagogique ou d'une attestation de formation au tutorat, délivré par un établissement d'enseignement ou de formation institué ou agréé par la Communauté ou la Région compétente, prouvant qu'il possède les connaissances pédagogiques nécessaires pour suivre le parcours de l'apprenant en tant que tuteur ;

3° soit être détenteur d'un titre de validation de compétences en tant que tuteur délivré par un centre de validation des compétences agréé par l'entité fédérée compétente.

Il doit justifier d'une conduite irréprochable, en fournissant la preuve d'un extrait II de casier judiciaire belge utilisé dans le cadre d'une activité qui relève de l'éducation, de la guidance médico-sociale, de l'aide à la jeunesse, de la protection infantile, de l'animation ou de l'encadrement des mineurs.

Art. 8. Le sfpme fixe, sur avis du référent, le nombre de apprenants pouvant être formés simultanément, eu égard à la capacité formative de l'entreprise.

Cette capacité peut être revue par le sfpme sur demande motivée de l'entreprise, adressée au référent.

Art. 9. Lorsque la formation en alternance exige la manipulation de matériel à risque indispensable à la formation professionnelle ou lorsque cette formation s'effectue en dehors de l'entreprise, le tuteur ne peut superviser la formation de plus de 2 apprenants simultanément.

Art. 10. § 1 le sfpme peut suspendre ou retirer l'agrément de l'entreprise pour un ou des métiers si une des conditions d'agrément visées à l'article 4 § 2 n'est plus remplie ou si l'entreprise n'est pas en mesure de remplir ses obligations telles que définies à l'article 23.

Le défaut de réussite de tout apprenant de l'entreprise concernée à l'issue des épreuves de la formation professionnelle durant les 5 dernières années académiques effectives de formation peut constituer un motif de retrait d'agrément.

§ 2. L'agrément de l'entreprise est retiré :

1° par cas de force majeure lorsque celui-ci rend définitivement impossible l'exécution des obligations liées à la formation de l'apprenant ;

2° en cas de décès de la personne signataire de la convention de stage mandatée pour engager la responsabilité de l'entreprise ou du tuteur ;

3° l'entreprise se trouve en situation de cessation d'activités, de faillite, de fusion, de scission, de cession, d'absorption de l'entreprise ou de changement de statut d'entreprise ;

4° en cas de manquement grave de la part de l'entreprise ;

5° si l'entreprise a transmis de faux renseignements.

§ 3. Le sfpme informe l'entreprise par envoi recommandé de la suspension ou du retrait d'agrément en sa qualité d'entreprise formatrice. Il informe concomitamment le ou les apprenants occupés au sein de l'entreprise des implications de cette décision quant à la poursuite de la convention établie dans le cadre de la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

§ 4. Avant de rendre sa décision, le sfpme entend l'entreprise concernée qui lui en fait la demande.

En cas de suspension d'agrément, la décision précise la durée de cette suspension destinée à permettre à l'entreprise de régulariser sa situation afin de se conformer à ses obligations.

En cas de retrait d'agrément, la décision est notifiée par envoi recommandé et prend effet de plein droit le 3ème jour ouvrable suivant la notification.

§ 5. Le retrait d'agrément pour une formation et pour un métier déterminé entraîne la résiliation de la (des) convention(s) de stage relative(s) à la formation visée.

Art. 11. L'entreprise peut introduire endéans les 10 jours ouvrables à compter de la réception de la notification par envoi recommandé un recours auprès de l'Administrateur(trice) général(e) de la Commission communautaire française contre toute décision liée à son l'agrément, sa procédure d'octroi, de suspension ou de retrait d'agrément.

Art. 12. Le sfpme établit un document attestant de l'agrément de l'entreprise, suivant le modèle qu'il détermine.

TITRE 3. — *Convention de stage et plan de formation*

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Art. 13. La convention de stage est conclue entre un apprenant et une entreprise. Elle peut être conclue dans toutes les professions pour lesquelles des cours de formation de la filière de formation de chef d'entreprise sont organisés.

L'exécution de la formation en entreprise peut être organisée dans une autre région ou à l'étranger, selon les conditions et les modalités de mobilité déterminées par le sfpme.

Par dérogation au 1^{er} alinéa, une convention de stage pourrait être conclue si les cours ne sont pas organisés par le Centre de formation mais qu'un programme ou un référentiel de formation existe. Cette dérogation ne peut s'appliquer qu'après accord préalable du sfpme.

Art. 14. Eu égard aux possibilités de formations particulières déterminées par le sfpme, le référent peut prévoir qu'une formation complémentaire portant sur des points déterminés du programme ou du référentiel métier soit dispensé à l'apprenant soit par une autre entreprise soit en centre de formation sous forme de cours complémentaires de pratique professionnelle. La formation complémentaire peut être dispensée dans un autre organisme de formation que celui défini à l'article 2, 8° ou dans un établissement d'enseignement pour autant qu'une convention de partenariat ou de coopération publique soit préalablement établie ou validée par le sfpme.

Pour satisfaire à cette formation complémentaire, une nouvelle convention peut être envisagée avec une autre entreprise soit à la fin de la durée de la convention initiale soit simultanément. Dans ce deuxième cas, la convention initiale est suspendue pendant la durée de cette formation complémentaire.

CHAPITRE II. — *Obligations des parties*

Art. 15. § 1^{er}. L'entreprise doit être agréée ou en cours d'agrément en tant qu'entreprise de formation pour la profession faisant l'objet de la convention conformément aux modalités d'agrément prévues au titre 2.

§ 2. Si l'entreprise est une personne morale, la convention de stage doit être conclue au nom de celle-ci par la personne physique chargée de la gestion effective de l'entreprise et mandatée pour engager celle-ci.

Art. 16. L'apprenant doit répondre aux conditions suivantes

1° satisfaire aux conditions d'accès aux cours de formation de chef d'entreprise conformément à l'arrêté 2000/775 du 20 JUILLET 2000 du Collège de la Commission communautaire française relatif aux cours de formation dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises article 44 ou fixées par une réglementation particulière ;

2° s'inscrire aux cours de chef d'entreprise dans la profession faisant l'objet de la convention au plus tard dans les 8 semaines à dater du premier cours, sauf si l'apprenant est visé par la dérogation prévue à l'article 13 al.3 ;

3° ne pas avoir été exclu du bénéfice de la conclusion de convention de stage en vertu de l'article 33.

Par dérogation au 2°, à défaut d'une inscription au centre dans les délais requis, une convention de stage peut être conclue à partir du 1^{er} janvier de l'année académique en cours après accord préalable du sfpme. L'apprenant est tenu de s'inscrire, au plus tard au 15 juillet, aux cours de l'année académique suivante. A défaut d'inscription, il est mis fin à la convention de stage au 31 juillet.

Art. 17. La conclusion d'une convention de stage est conditionnée à une demande préalable au sfpme et avant le début de son exécution. Les modalités d'introduction de la demande sont fixées par le sfpme.

La convention de stage est conforme à la convention-type élaborée par le sfpme, elle fixe les droits et obligations des parties conformément au présent arrêté.

Elle est conclue par écrit au plus tard au moment où l'apprenant commence sa formation dans l'entreprise.

Chacune des parties en reçoit un exemplaire et une copie est adressée au référent dans les 3 jours ouvrables qui suivent le début de l'exécution de la convention.

Art. 18. § 1^{er} La durée de la convention de stage est égale à la durée du plan de formation élaboré par le référent. En cas de rupture de la convention de stage la durée de la convention ultérieure doit être égale à la durée de la formation restant à acquérir.

§ 2 Par dérogation au § 1^{er}, la durée de la convention de stage peut être diminuée soit à la demande d'une des parties soit à la demande du référent selon les modalités fixées par le sfpme et accord préalable à la signature de la convention.

§ 3. La durée de la convention de stage peut être prolongée :

1° en cas d'échec aux évaluations en cours et en fin de formation ;

2° en cas de suspension de l'exécution de la convention pendant une durée égale ou supérieure à six mois.

§ 4. Les règles relatives à la prolongation et à la réduction de la durée de la convention sont fixées par le sfpme.

Art. 19. Le référent valide la convention de stage au plus tard dans les trois mois du début de son exécution et après avoir effectué les contrôles et vérifications prévues à l'article 21. La décision de validation de la convention fait l'objet d'une mention du référent sur la convention-type. Passé le délai de trois mois, la convention de stage est réputée validée. Si le référent ne valide pas la convention de stage, ce-dernier notifie, par envoi recommandé, à l'employeur sa décision en y précisant les motifs. L'employeur met fin à la convention de stage au plus tard le lendemain du 3^{ème} jour ouvrable qui suit la notification du refus de la convention de stage. L'apprenant garde sa qualité d'apprenant jusqu'à cette date. Si la convention continue à être exécutée, l'apprenant est un travailleur ordinaire.

La rupture est immédiate sans prestation de préavis ni paiement d'indemnité compensatoire de préavis.

Art. 20. La convention de stage comporte une période d'essai de 1 mois.

Art. 21. Le dossier de validité et l'exécution de la convention de stage sont soumis au contrôle et à la vérification du sfpme. Le référent établit un dossier qui permet de vérifier que :

1° la convention est conforme à la convention-type visée à l'article 17 ;

2° l'entreprise est agréée pour la profession faisant l'objet de la convention conformément au titre 2 ;

3° l'apprenant satisfait aux conditions visées à l'article 16 ;

4° la durée de la convention correspond à celle indiquée dans le plan de formation ou à la durée fixée conformément à l'article 18, § 1 et § 2 ;

5° l'apprenant a été inscrit dans la liste des travailleurs communiquée au Service médical interentreprises ;

6° l'entreprise est en capacité formative d'accueillir l'apprenant ;

7° le plan de formation est conforme aux articles 35 et 36.

Art. 22. Les parties contractantes s'engagent à soumettre immédiatement au référent toute difficulté née à l'occasion de l'exécution de la convention de stage.

Celui-ci joue le rôle de médiateur en cas de désaccord entre les parties. S'il n'aboutit pas à un accord ou si les parties ou l'une d'elles refusent de donner suite à la convocation, il transmet dans la quinzaine au sfpme un rapport accompagné le cas échéant du procès-verbal d'audition des parties.

Le sfpme, sur la base du rapport transmis, peut décider d'appliquer les mesures prévues aux articles 33 et 34 du présent arrêté.

Art. 23. L'entreprise ou son représentant légal a l'obligation :

1° de prendre contact préalablement à la conclusion de la convention de stage avec le référent en vue d'introduire une demande d'agrément de l'entreprise ou de la conclusion d'une convention de stage si l'entreprise est déjà agréée ;

2° de veiller à ce que la formation déterminée par le plan de formation ou formation ou la partie du plan de formation soit donnée à l'apprenant en vue de le préparer aux examens ainsi qu'à l'exercice du métier auquel l'apprenant se destine, notamment en mettant à sa disposition l'aide, l'outillage, les matières nécessaires à cet apprentissage ;

3° de consacrer l'attention et les soins nécessaires à l'intégration de l'apprenant dans son milieu professionnel et de lui remettre le règlement de travail lors de la signature de la convention de stage ;

4° de ne pas astreindre l'apprenant à des tâches :

a) étrangères à la profession en vue de laquelle il a été engagé ;

b) dépourvues de tout caractère formatif ;

c) présentant des dangers pour sa santé ou sa sécurité ;

d) interdites en vertu des dispositions légales ou réglementaires relatives au travail ;

5° de tenir le référent au courant du déroulement de la formation dans l'entreprise ;

6° de veiller, en collaboration avec le référent, à ce que l'apprenant :

a) fréquente assidûment les cours dans un centre de formation, ce qui implique l'obligation pour l'entreprise de laisser l'apprenant s'absenter de l'entreprise durant ces heures de cours et toute la journée si les cours excèdent la demi-journée ;

b) participe aux évaluations pratiques en atelier ;

c) participe aux évaluations et examens, ce qui implique l'obligation pour l'entreprise de libérer l'apprenant au plus tard à 16 heures la veille du jour au cours duquel ces évaluations et examens ont lieu ou au plus tard à 12 heures s'ils sont organisés en soirée ;

d) tienne rigoureusement les documents pédagogiques qui lui sont remis ;

7° de veiller à l'application de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs de ses arrêtés d'exécution ainsi que les obligations édictées par le Code sur le bien-être au travail, par le Règlement général de protection du travail ou par les conventions collectives de travail applicables à l'entreprise lors de l'exécution de leur travail, notamment :

a) en respectant les prescriptions réglementaires, lorsque les tâches confiées à l'apprenant comportent ou peuvent comporter des risques concernant sa sécurité ou sa santé ;

b) en prévoyant les mesures de prévention nécessaires et adéquates, en ce qui concerne aussi bien l'organisation que les équipements mis à la disposition des apprenants, ainsi que les vêtements et les équipements de protection individuelle imposés en vertu de la réglementation ;

c) en inscrivant l'apprenant, dès le début de l'exécution de la convention, dans la liste des travailleurs communiquée au Service médical interentreprises ;

d) en veillant, le cas échéant, à ce que l'apprenant soit soumis aux examens médicaux imposés en vertu de la loi précitée et ses arrêtés d'exécution et de fournir la preuve de cet examen dans les deux mois du début de l'exécution de la convention ;

e) en veillant à informer, former ou à inscrire l'apprenant à des formations concernant la sécurité.

8° de payer à l'apprenant l'allocation de stage mensuelle minimale visée à l'article 24 ;

9° d'intervenir dans les frais de déplacement de l'apprenant conformément aux dispositions légales en la matière ;

10° de se conformer à l'horaire de travail prévu au règlement de travail sans dépasser la limite maximale fixée par la convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire compétente ou, à défaut d'une telle convention, la limite maximale fixée par la législation du travail, y compris dans chaque cas - le temps consacré à la fréquentation des cours par l'apprenant ;

11° d'occuper l'apprenant dans l'entreprise un minimum de 27 heures par semaine, en moyenne sur l'ensemble de l'année, y compris les heures consacrées par ce dernier à la fréquentation des cours ;

12° de donner à l'apprenant le temps nécessaire pour remplir les devoirs de son culte, ainsi que les obligations civiques ;

13° d'apporter les soins d'un bon père de famille à la conservation des effets personnels que l'apprenant met en dépôt ; il n'a en aucun cas le droit de retenir ces effets ;

14° de contracter une assurance contre les accidents qui peuvent survenir à l'apprenant au cours et par le fait de l'exécution de la convention de stage :

a) pendant les heures de formation dans l'entreprise et pendant les heures, au centre de formation, durant lesquelles l'apprenant suit les cours prévus dans la convention de stage et participe aux évaluations et aux examens ;

b) pendant les trajets normaux effectués pour se rendre de son domicile à l'entreprise ou au centre et inversement, ainsi que de l'entreprise au centre et inversement ;

15° d'autoriser le référent et toute autre personne désignée par le sfpme à vérifier, sur les lieux d'exécution de la convention, s'il respecte les obligations auxquelles il a souscrit ;

16° de remettre au référent un rapport sur le déroulement de la formation dans l'entreprise, une fois par an et avant le 31 mars, selon les modalités fixées par le sfpme ;

17° de fournir à la demande de l'apprenant, en fin de stage, un certificat constatant la date du début et de la fin de la convention ainsi que la nature de la formation reçue ;

18° d'avertir le référent des absences éventuelles de l'apprenant ;

19° d'assister à des séances de perfectionnement pédagogique complémentaire dans les conditions et selon les modalités fixées par le sfpme ;

20° d'accorder à l'apprenant des congés non payés ou de compléter les congés légaux par des congés non payés à prendre comme congés légaux lorsque l'apprenant n'a légalement pas droit à des jours de vacances ou a droit à un nombre de jours inférieur à la durée maximale légale, afin que l'apprenant puisse disposer, pour chaque année de formation, d'un total de 20 à 24 jours de congé selon que l'exécution de la convention se déroule sur 5 ou 6 jours de présence par semaine dans l'entreprise ;

21° de permettre à l'apprenant de se rendre chez le référent pendant les heures de formation dans l'entreprise ;

22° de respecter la procédure prévue à l'article 22 du présent arrêté lors de toute difficulté née à l'occasion de l'exécution de la convention ;

23° de veiller à son accompagnement effectif sur le lieu de travail en toute circonstance ;

24° de désigner un tuteur suppléant ou une personne chargée de l'accompagnement de l'apprenant si le tuteur désigné est absent pour une période de courte durée, sans préjudice des dispositions à prendre par l'entreprise pour remplacer le tuteur effectif en cas d'absence de longue durée ou de changement de tuteur. Le tuteur suppléant répondra au mieux au profil et aux conditions exigés pour le tuteur désigné ;

25° de respecter les obligations sociales et administratives liées à l'exécution de la convention de stage notamment les obligations liées à la DIMONA.

Art. 24. § 1^{er}. Conformément à la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs ou à la législation équivalente de l'Etat d'établissement de l'entreprise, l'allocation due au stagiaire est considérée comme étant une rémunération.

Elle est due tant pour les prestations que l'apprenant fournit dans l'entreprise que pour les cours qu'il suit et les évaluations et examens qu'il présente en exécution de la convention de stage.

Le montant de l'allocation est calculé sur la base du RMMMGM, en tenant compte des compétences acquises par l'apprenant, qui sont déterminées dans le plan de formation.

Cette allocation comprend les avantages en nature accordés par le chef d'entreprise tels qu'ils sont évalués forfaitairement par la réglementation relative à la sécurité sociale des travailleurs.

§ 2. L'allocation mensuelle minimale s'élève à :

1° pour l'apprenant qualifié :

a) 1^{re} année : 46,46% du RMMMGM ;

b) 2^{ème} année et suivantes : 54,91% du RMMMGM ;

2° pour l'apprenant non qualifié :

a) 1^{ère} année : 32% du RMMMGM ;

b) 2^{ème} année : 46,46% du RMMMGM ;

c) 3^{ème} année : 54,91% du RMMMGM.

Par apprenant qualifié, on entend l'apprenant qui est titulaire, dans la profession faisant l'objet d'une convention de stage :

- Soit d'un certificat d'apprentissage,

- Soit d'un certificat de qualification de quatrième technique ou de sixième professionnelle,

- Soit d'un titre reconnu comme équivalent, selon les conditions et modalités fixées par le sfpm.

Par apprenant non qualifié, on entend l'apprenant inscrit en année préparatoire ou en première année de formation de chef d'entreprise et qui n'est pas titulaire d'un titre repris à l'alinéa précédent.

Si la Commission paritaire compétente a fixé des montants d'allocations supérieurs, l'entreprise est tenue d'octroyer à l'apprenant ces montants.

§ 3. Pour les formations qui débutent au premier semestre de l'année civile, la progression de l'allocation mensuelle minimale est déterminée selon les conditions et modalités déterminées par le sfpm.

Pour les autres formations, la progression de l'allocation mensuelle minimale prend cours soit le 1^{er} août précédant l'entrée dans l'année supérieure, soit, en cas de deuxième session, le 1^{er} octobre précédant l'entrée dans l'année supérieure.

En cas de prolongation de la convention, la progression de l'allocation de stage est différée, selon les conditions et modalités fixées par le sfpm.

§ 4. Le sfpm informe par écrit les parties de toute majoration ou indexation du montant de l'allocation mensuelle visée aux § 2 et 3.

Art. 25. L'apprenant a l'obligation :

1° d'exécuter les tâches avec soin, probité et conscience dans les conditions et au lieu convenus ;

2° d'agir conformément aux instructions données par le chef d'entreprise, ses mandataires ou ses préposés, en vue de l'exécution de la convention ;

3° de fréquenter assidûment les cours de formation de chef d'entreprise sauf en cas de dispenses, de suivre et de compléter rigoureusement les documents pédagogiques qui lui sont remis ;

4° de participer aux évaluations en cours et en fin de formation ;

5° de s'abstenir, tant au cours de la convention qu'après sa cessation de divulguer les secrets de fabrication ou d'affaires ainsi que le secret de toute affaire à caractère personnel ou confidentiel dont il aurait eu connaissance au cours de sa formation ;

6° de s'abstenir de tout ce qui pourrait nuire soit à sa propre sécurité soit à celle de ses compagnons, du chef d'entreprise ou de tiers et en particulier de se soumettre aux mesures de sécurité et d'hygiène prévues dans la profession ;

7° de restituer en bon état l'outillage qui lui a été confié ainsi que les vêtements de travail lorsque ceux-ci sont imposés par et en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;

8° de faire parvenir au référent, des rapports réguliers sur le déroulement du stage, conformément aux modalités fixées par le sfpm ;

9° de respecter la procédure prévue à l'article 22 lors de toute difficulté née à l'occasion de la convention.

Art. 26. En cas de dommages causés par l'apprenant à l'entreprise ou à des tiers, dans l'exécution de sa convention, l'apprenant ne répond que de son dol et de sa faute lourde. Il ne répond de sa faute légère que si celle-ci présente dans son chef un caractère habituel plutôt qu'accidentel.

En cas de dommages prévus à l'alinéa 1^{er}, les parties doivent informer immédiatement le référent.

Le chef d'entreprise peut imputer sur l'allocation de stage les allocations et dommages-intérêts qui lui sont dus en vertu du présent article et qui ont été, après les faits, convenus avec l'apprenant ou fixés par le juge. Le total des retenues ne peut dépasser le cinquième de l'allocation mensuelle, déduction faite des retenues éventuelles effectuées en vertu de la législation fiscale ainsi que de la législation relative à la sécurité sociale.

Art. 27. L'apprenant n'est tenu ni des détériorations ou de l'usure dues à l'usage normal de la chose, ni de la perte qui arrive par cas fortuit.

CHAPITRE III. — *Suspension de l'exécution de la convention de stage.*

Art. 28. § 1^{er}. La convention est suspendue dans les conditions et selon les formes prévues par la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail et en vertu des dispositions fédérales applicables en matière d'alternance pour ce qui concerne les aspects liés à la sécurité sociale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, la prise en charge, par l'entreprise, de l'allocation de stage de l'apprenant, en cas de suspension de la convention de stage, se limite aux sept premiers jours calendrier d'absence. En cas de chômage temporaire autre que résultant d'un accident technique, l'entreprise est dispensée de payer une quelconque allocation.

§ 2. En cas de constat de non-respect par l'une des parties des obligations visées au présent titre le sfpme peut suspendre l'exécution de la convention de stage pour une durée qu'il détermine, après avoir entendu les parties qui en font la demande.

Lorsque l'exécution de la convention est suspendue pendant plus de six mois, la date de l'expiration de cette convention est reportée au 30 septembre de l'année suivant celle au cours de laquelle elle devait se terminer.

Art. 29. Tout cas de suspension d'une convention de stage doit être communiqué immédiatement par l'entreprise au référent.

CHAPITRE IV. — *Fin, résiliation, retrait de la convention de stage*

Art. 30. La convention de stage prend fin :

1° par l'expiration du terme ;

2° par la volonté de l'une des parties, notifiée par écrit, moyennant un préavis de 7 jours calendrier, si l'apprenant est en période d'essai et de 14 jours calendrier hors période d'essai, ou moyennant le paiement d'une indemnité de rupture du contrat pour une durée équivalente si le préavis n'est pas presté.

Le préavis à prester sort ses effets le 3^{ème} jour ouvrable qui suit sa notification par lettre recommandée ou le lendemain de sa notification lorsque celle-ci s'effectue par voie d'huissier ou fait l'objet d'un accusé de réception signé par la partie à laquelle le préavis est notifié ;

3° immédiatement lorsqu'il existe dans le chef de l'autre partie un motif grave prévu aux articles 31 et 32 justifiant la rupture ;

4° d'un commun accord entre le chef d'entreprise et l'apprenant en cas de mésentente constituant une entrave sérieuse à la bonne exécution de la convention de stage et moyennant information préalable du référent ;

5° par le décès d'une des parties ;

6° par cas fortuit ou force majeure lorsque celle-ci a pour effet de rendre définitivement impossible l'exécution de la convention ;

7° par la volonté de l'apprenant, notifiée par écrit et moyennant un préavis de sept jours au chef d'entreprise et au référent, lorsque l'apprenant est engagé dans les liens d'un contrat de travail, nommé dans une administration ou s'il s'installe comme indépendant ;

8° lorsqu'une suspension de l'exécution de la convention se prolonge plus de six mois et que l'une des parties ne désire plus que la convention se poursuive ;

9° lorsque le sfpme exclut l'apprenant ou l'entreprise de la convention de stage conformément à l'article 33 ;

10° lorsque le sfpme procède à un retrait ou à un refus de l'agrément de l'entreprise conformément à l'art. 10 ;

11° lorsque le référent ne valide pas la convention de stage conformément à l'article 19.

Dans le cadre d'une rupture pour motif grave prévue aux articles 31 et 32, la partie invoquant celle-ci doit notifier les motifs au plus tard le troisième jour ouvrable qui suit le jour de la rupture de la convention de stage. Cette notification se fait soit par envoi recommandée ou par écrit de la main à la main. Dans ce dernier cas, la signature de celui qui reçoit la notification vaut uniquement pour accusé de réception et non comme reconnaissance du motif grave. Une copie de la notification est transmise au référent.

Art. 31. L'entreprise peut invoquer l'existence d'un motif grave de rupture justifiant la rupture immédiate lorsque l'apprenant :

1° se rend coupable d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves à l'égard du chef d'entreprise ou de son personnel ;

2° cause intentionnellement un préjudice matériel ou moral grave pendant ou à l'occasion de l'exécution de la convention ;

3° divulgue des secrets professionnels ou commet une indiscrétion grave dans une question d'affaires ;

4° manque gravement à ses obligations relatives au bon ordre, à la sécurité et à la discipline de l'entreprise ou à l'exécution de la convention.

Art. 32. L'apprenant peut invoquer l'existence d'un motif grave de rupture justifiant la résiliation immédiate de la convention de stage lorsque :

1° le chef d'entreprise, le tuteur désigné se rend coupable à l'égard de l'apprenant d'un acte d'improbité, de voies de fait ou d'injures graves ;

2° le chef d'entreprise ou le tuteur désigné tolère de la part de tiers de semblables actes à l'égard de l'apprenant ;

3° la moralité de l'apprenant est mise en danger au cours de la convention ;

4° l'entreprise manque gravement à ses obligations relatives à l'exécution de la convention.

Art. 33. Le sfpme peut exclure l'apprenant ou l'entreprise du bénéfice de la convention de stage ultérieures ou en cours dans un des cas suivants :

- 1° si l'une des parties a produit de faux renseignements ;
- 2° si l'apprenant ne satisfait plus aux conditions de l'article 16
- 3° en cas de manquements graves ou répétés de l'entreprise à l'article 23 ou lorsque que l'agrément de l'entreprise a été retiré ;
- 4° l'une des parties ne respecte plus ses obligations relatives à la formation théorique et pratique ;
- 5° il s'est avéré, à l'occasion des évaluations en cours de formation, que l'apprenant ne possède pas les capacités nécessaires pour acquérir les connaissances prévues au programme de formation ;
- 6° l'apprenant n'est plus déclaré physiquement apte à exercer la profession faisant l'objet de la convention de stage par ou en vertu de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail ;
- 7° les parties ne sont pas parvenues à un accord au terme de la procédure visée à l'article 22
- 8° lorsque qu'il existe des éléments suffisants concernant l'existence d'un risque lié à la sécurité, l'intégrité physique ou morale de l'apprenant

Avant d'exclure l'une des parties du bénéfice de la conclusion de conventions, le sfpme demande l'avis du référent.

Le référent invite les parties contractantes à faire connaître par écrit leurs observations éventuelles. Le cas échéant, il les convoque pour les entendre et transmet un rapport au sfpme.

La date d'exclusion est fixée par le sfpme. Les parties mettent fin à la convention à cette date.

Art. 34. Lorsque l'intérêt de l'apprenant le justifie, le sfpme peut suspendre l'exécution de la convention pour une période qu'il détermine.

Lorsque la suspension de l'exécution de la convention se prolonge plus de six mois, l'article 30, 8°, est d'application.

CHAPITRE V. — *Plan de formation*

Art. 35. Le plan de formation identifie le parcours individuel de formation de l'apprenant, il détaille son parcours de formation et permet d'assurer le suivi sur l'acquisition des compétences professionnelles, sur la progression des tâches et les responsabilités.

Le plan de formation est établi en fonction de la formation antérieure de l'apprenant, de son projet professionnel, de ses aptitudes et de son âge.

Art. 36. Il comprend à minima :

- 1° les activités du métier ;
- 2° les cours à suivre en tenant compte des dispenses et décalages éventuels selon les modalités fixées par le sfpme ;
- 3° les compétences à acquérir par l'apprenant dans le cadre de sa formation ;
- 4° La durée de la formation

Le plan de formation est évolutif.

Art. 37. Le plan de formation relatif à une convention de stage dont la durée est réduite ou prolongée est approuvé par le sfpme.

TITRE 4. — *Stage de formation de pratique professionnelle*

Art. 38. Le stage de formation de pratique professionnelle est un stage organisé par le sfpme, via le centre de formation visé à l'article 2, 8° dans la filière de la formation professionnelle chef d'entreprise. Il a pour objectif de permettre aux apprenants d'accomplir à minima un stage en milieu professionnel en vue d'acquérir, de développer ou de maîtriser des compétences professionnelles du métier.

Ce stage se formalise par la conclusion d'une convention de stage de formation de pratique professionnelle entre un apprenant, une entreprise de la Région bruxelloise et le centre de formation. Le stage non rémunéré ne peut débuter que lorsque la convention a été signée par l'entreprise et l'apprenant et validé par le pôle de formation.

Il peut être organisé sur une autre Région selon les conditions et modalités déterminées par le sfpme.

Il est non rémunéré et ne peut être organisé que dans les sections où l'apprenant doit faire preuve d'une pratique en entreprise conformément au référentiel de sa formation.

L'entreprise accueillante exerce l'activité faisant l'objet de la formation suivie par l'apprenant.

Le nombre d'heures de la pratique professionnelle est limité aux mentions précisées dans le référentiel de formation. Un horaire des prestations est joint à la convention signée et au rapport d'activités visé à l'article 44.

Art. 39. Les bénéficiaires du stage de formation de pratique professionnelle sont :

- a) Les apprenants qui sont sous contrat de travail ou qui exercent une activité d'indépendant dans un autre domaine d'activité que la formation suivie ;
- b) Les apprenants bénéficiaires de revenus de remplacement qui doivent rester disponibles sur le marché du travail, qui ne peuvent conclure une convention de stage rémunérée visée au titre 3 du présent arrêté ;
- c) Les apprenants inscrits dans une section où il y a pénurie de stages en entreprise. A cet effet, le sfpme produit et actualise une liste au plus tard le 31/12 de chaque année académique ;
- d) Les apprenants qui malgré des recherches intensives n'ont pas trouvé de stage.

Art. 40. Les apprenants visés à l'art.39, a) et b) peuvent accéder au stage de pratique professionnelle dès le début de leur formation et au maximum une fois par année académique.

Art. 41. Les apprenants visés à l'article 39, c) et d) peuvent bénéficier du stage de pratique professionnelle à partir du 1^{er} janvier de l'année académique en cours.

Sauf dérogation accordée par le sfpm, ces apprenants peuvent conclure maximum une convention de stage de pratique professionnelle sur l'ensemble de leur cursus et pour autant que l'apprenant apporte la preuve d'une recherche active d'une convention de stage visée au titre 3 du présent arrêté.

A cet effet, l'apprenant soumet sa demande en produisant des attestations ou tout autres documents utiles attestant de sa recherche auprès de plusieurs entreprises et du refus de celles-ci de conclure une convention de stage visée au titre 3 du présent arrêté.

Art. 42. Le stage de pratique professionnelle est conditionné à l'accord préalable délivré par le centre de formation. Celui-ci rend sa décision après avoir vérifié que toutes les conditions sont réunies et que l'entreprise exerce l'activité professionnelle de la formation.

Art. 43. Sauf dérogation soumise au sfpm, les entreprises peuvent accueillir maximum un apprenant sous convention de stage de pratique professionnelle par année académique.

Art. 44. Dans les 15 jours de la fin du stage, l'apprenant fournit un rapport d'activités qu'il remet au pôle formation du centre.

Art. 45. A défaut d'accord préalable à la conclusion de la convention ou de délivrance du rapport d'activité, la pratique professionnelle ne peut être prise en compte pour l'admission à l'examen C telle que prévue à l'article 29, § 2 de l'arrêté du 20 juillet 2000 du Collège de la Commission communautaire française relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes.

Art. 46. Le stage de pratique professionnelle doit être terminé pour le 1^{er} juin de l'année scolaire. Aucun stage de pratique professionnelle tel que défini par le présent arrêté ne peut être conclu courant du 3^{ème} trimestre de l'année civile en cours.

TITRE 5. — *Stage découverte métiers*

Art. 47. Le stage découverte métiers est un stage d'observation en entreprise et est non rémunéré.

Art. 48. Ce stage s'adresse à toute personne dès quinze ans, sans limite d'âge, que celle-ci soit inscrite ou non au centre de formation et quel que soit son lieu de domicile.

Les parties sont tenues de requérir l'accord du sfpm avant le début du stage.

Art. 49. Le stage découverte métiers peut être effectué toute l'année.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, pour les jeunes toujours soumis à l'obligation scolaire, les périodes de stage ne peuvent pas interférer avec les périodes de cours.

Art. 50. La durée du stage découverte métiers ne peut pas dépasser cinq jours ouvrables.

Art. 51. Le nombre de stages découverte métiers est limité à trois par personne.

Ces stages peuvent être effectués dans un même métier avec des entreprises différentes ou au sein d'une même entreprise dans des métiers différents.

Art. 52. Le stage s'effectue dans une entreprise qui a une unité d'établissement sur le territoire de la région de langue française, selon les modalités fixées par le sfpm.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le stage peut s'effectuer sur un autre territoire du pays pour autant qu'une convention de collaboration ait été préalablement conclue avec l'opérateur de formation compétent sur le territoire visé.

Art. 53. Sous réserve de validation par le sfpm, l'entreprise accueillante exerce une activité faisant l'objet d'un programme ou d'un référentiel de formation organisé par le sfpm.

L'entreprise accueillante n'est pas dans l'obligation de solliciter un agrément. Toutefois, elle ne peut pas avoir fait l'objet d'un retrait ou refus d'agrément en application du titre 2.

Art. 54. L'entreprise accueillante peut accueillir maximum deux personnes en même temps.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le sfpm peut revoir le seuil maximum sur demande motivée de l'entreprise.

Art. 55. § 1^{er}. Le sfpm contracte une assurance accident de droit commun et responsabilité civile pour la personne qui suit un stage découverte métier et ce, pour toute la durée du stage.

§ 2. L'assurance couvre la personne concernée pour les stages effectués sur le lieu de stage et pendant toute sa durée, hors trajets aller et retour.

En cas de déplacement sur le chantier ou dans un lieu autre que le lieu présumé du stage, l'apprenant est accompagné par un membre du personnel de l'entreprise.

TITRE 6. — *Stages d'observation obligatoire*

Art. 56. Pour les formations déterminées par le sfpm et selon les modalités qu'il fixe, la personne qui souhaite s'inscrire à une formation ou l'apprenant inscrit à une formation qui prévoit un stage d'observation obligatoire, peut suivre ce stage d'observation en entreprise pour une durée fixée dans le programme ou le référentiel de formation, préalablement à l'inscription à la formation ou au passage des évaluations et des examens en cours ou en fin de formation.

Une convention conforme à la convention-type élaborée par le sfpm ou reprise dans le référentiel est conclue préalablement au début d'exécution du stage.

Ce stage est non rémunéré.

TITRE 7. — *Recours*

Art. 57. Sans préjudice de l'article 11, les parties peuvent introduire, endéans les 10 jours de la réception de la décision, par envoi recommandé, un recours auprès de l'Administrateur(trice) général(e) de la Commission communautaire française contre toute décision prise en application du présent arrêté.

TITRE 8. — *Dispositions abrogatoires, transitoires et finales*

Art. 58. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 59. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif au plan de formation en alternance dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 60. L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 05 juillet 2018 fixant les conditions d'agrément ainsi que la procédure d'octroi, de suspension, et de retrait d'agrément des entreprises formatrices de la filière chef d'entreprise instaurée au sein de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est abrogé.

Art. 61. À titre transitoire, les conventions de stage conclues avant l'entrée en vigueur du présent arrêté continuent de sortir leurs effets jusqu'à leur terme, conformément aux dispositions de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 17 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises.

Art. 62. L'entreprise ayant fait l'objet d'un agrément sur la base de L'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 05 juillet 2018 fixant les conditions d'agrément ainsi que la procédure d'octroi, de suspension, et de retrait d'agrément des entreprises formatrices de la filière chef d'entreprise instaurée au sein de la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises est réputée agréée au sens du présent arrêté.

Art. 63. À titre transitoire, le plan de formation rattaché à une convention de stage conclue avant l'entrée en vigueur du présent arrêté reste d'application.

Art. 64. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} septembre 2024.

Art. 65. Le Membre du Collège compétent pour la Formation professionnelle est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 28 mars 2024.

Par le Collège de la Commission communautaire française :

B. CLERFAYT,
Membre du Collège chargé de la Formation
Professionnelle

B. TRACHTE,
Présidente du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/003311]

28 MAART 2024. — Besluit 2023/2137 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de erkenning van ondernemingen, de stageovereenkomst en het opleidingsplan, de stageovereenkomst professionele praktijkervaring, de stage voor het vertrouwd maken met ambachten en de verplichte observatiestage in de alternerende opleiding en in de opleiding van zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 20 februari 1995 tussen de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest betreffende de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht van het "Institut de formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises", goedgekeurd bij decreet van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 december 1995, artikel 8 § 2, 1^o en 3^o gewijzigd bij het samenwerkingsakkoord van 4 juni 2003, goedgekeurd door het decreet van 17 juli 2003;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende de stage-overeenkomsten in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende het afwisselend opleidingsprogramma in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juli 2018 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden alsook de procedure voor de toekenning, de opschorting en de intrekking van de erkenning van de opleidingsfilière voor de richting bedrijfsleider binnen de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 oktober 2023;

Gelet op het advies van de minister van Begroting, gegeven op 19 november 2023;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact op de respectieve situatie van vrouwen en mannen;

Gelet op het advies van de SFPME, gegeven op 28 november 2023, in toepassing van artikel 8, § 2, van de samenwerkingsovereenkomst van 20 februari 1995;

Gelet op het advies van Brupartners gegeven op 18 januari 2024;

Gelet op het verzoek om advies van de Raad van State, ingediend op 18 maart 2024 onder het nummer 75.916/2 en geschrapd van de rol van de afdeling wetgeving, op dezelfde dag als in toepassing van artikel 84, § 5, van de gecoördineerde wetten "op de Raad van State" van 12 januari 1973;

Overwegende de beleidswerf 2.3.3 "Het alternerend leren en werken en de beroepsopleiding in de onderneming bevorderen" van de Strategie Go4Brussels 2030 goedgekeurd door de Brusselse Regering op 9 januari 2020, en ondertekend met de sociale gesprekspartners tijdens de Sociale Top van 16 januari 2020;

Overwegende de oriëntatienota goedgekeurd door het College van de Franse Gemeenschapscommissie bijeengekomen op 1 juni 2023 betreffende de hervorming van het Franstalige instrument van het alternerend leren in het Brussels Gewest;

Overwegende dat het wettelijk kader moet worden geactualiseerd om te zorgen voor een optimale samenhang tussen het professionele doel van de georganiseerde opleidingen en de referentiekaders voor opleidingen die zijn goedgekeurd op basis van de op de arbeidsmarkt verwachte vaardigheidseisen, met het oog op de oprichting of hervatting van een activiteit of bedrijf en de verschillende vormen van stages die bij de SFPME worden uitgevoerd;

Overwegende de noodzaak om het verband tussen de nadere regels van de stage en de begeleiding van leerlingen te versterken in het kader van een breder regelgevingskader, teneinde bedrijven aan te moedigen stageplaatsen te openen en de kwaliteit van het systeem te verbeteren;

Op de voordracht van de minister van het College belast met beroepsopleiding,

Na beraadslaging,

Besluit :

TITEL 1. — *Algemeenheden*

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid als bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° “Opleidingsfilière bedrijfsleider” : de opleidingsfilière die met name de opleiding tot bedrijfsleider, de opleiding inzake coördinatie en begeleiding, alsook de opleiding tot gekwalificeerde professionals, omvat.

2° “SFPME-referentiepersoon: de SFPME-werknemer zoals gedefinieerd in het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 maart 2024 waarin de opdrachten en de voorwaarden voor de uitvoering van de opdrachten van de referentiepersoon voor permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen zijn vastgelegd. De belangrijkste rol van de referentiepersoon is het verwelkomen, informeren, ondersteunen en begeleiden van de leerling tijdens zijn of haar opleidingstraject.

3° “Onderneming”: elke privaatrechtelijke of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon, die een alternerende leerling tewerkstelt op grond van een stageovereenkomst;

4° “Mentor”: de persoon die binnen de onderneming verantwoordelijk is voor de opleiding en begeleiding van een alternerende leerling en die voldoet aan de voorwaarden bepaald in artikel 7, § 2;

5° “Opleidingsplan”: het algemene opleidingsplan waarin het opleidingstraject van de leerling wordt beschreven, evenals de vaardigheden die moeten worden verworven in het kader van de opleiding in het bedrijf en de opleiding in het opleidingscentrum, en waarin rekening wordt gehouden met het beroepsproject van de leerling;

6° “Opleidingscapaciteit van de onderneming”: het aantal stageplaatsen van een onderneming bepaald door het aantal werknemers, het aantal mentors, de infrastructuur en enig ander relevant criterium om een optimale opleiding te verzekeren.

7° “GGMMI”: het gewaarborgd gemiddeld minimummaandinkomen, bedoeld in artikel 3, eerste lid, van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimummaandinkomen;

8° “Opleidingscentrum” : de vereniging bedoeld in artikel 16 van de samenwerkingsovereenkomst gesloten op 20 februari 1995 betreffende de permanente vorming ten behoeve van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en het toezicht op het “Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises” door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest;

9° “SFPME”: de “Service Formation PME” die afhangt van de dienst voor beroepsopleiding van het directiebestuur van onderwijs en beroepsopleiding van de Franse Gemeenschapscommissie;

10° “Leerling”: de persoon die is ingeschreven voor een opleiding “opleidingsfilière bedrijfsleider” in een opleidingscentrum.

TITEL 2. — *Erkenning van opleidingsondernemingen voor de richting bedrijfsleider, procedure voor de toekenning, opschorting en intrekking van de erkenning*

Art. 3. § 1. De SFPME erkent de onderneming voorafgaand aan de afsluiting van een stageovereenkomst met het oog op de verstrekking van een praktische opleiding die valt onder de opleidingsfilière bedrijfsleider volgens de in de artikelen 4, 5, 6, 7, 8 en 9 bepaalde modaliteiten.

Deze titel is niet van toepassing op de stages bedoeld in Titel 4, Titel 5 en Titel 6.

§ 2. De onderneming wordt erkend voor één vastgesteld beroep of verschillende vastgestelde beroepen. Gelet op de opleidingsmogelijkheden die eigen zijn aan bepaalde beroepen, kan de erkenning evenwel betrekking hebben op bepaalde punten van het opleidingsprogramma.

Art. 4. § 1. De onderneming dient, voorafgaand aan de indiening van een eerste leerling, haar aanvraag tot erkenning in bij de SFPME via de referentiepersoon. Binnen de drie maanden die volgen op de erkenningsaanvraag, legt de referentiepersoon een bezoek af aan de onderneming of, indien de instelling verschillende afdelingen heeft, de opleidingsplaats om te controleren of de onderneming aan de erkenningsvoorwaarden uit § 2 voldoet.

§ 2. Om definitief als opleidingsonderneming te kunnen worden erkend, moet de onderneming aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° daadwerkelijk het beroep of de beroepen waarvoor ze een erkenning vraagt, uitoefenen;

2° opgenomen zijn in de Kruispuntbank van Ondernemingen;

3° in orde zijn met de sociale en fiscale verplichtingen;

4° niet het voorwerp uitmaken van een intrekking of weigering van de erkenning gedurende het jaar dat haar aanvraag voorafgaat;

5° een mentor voor de betrokken opleiding aanduiden die met de opvolging en de pedagogische begeleiding van de leerling gedurende de duur van de alternerende opleiding belast is. De aangestelde mentor voldoet aan de voorwaarden vastgelegd in art. 7 § 2. De erkenning van de ondernemingen kan aan bijkomende voorwaarden met betrekking tot de pedagogische opleiding van de mentors gekoppeld worden.

De mentor is:

a) ofwel de bedrijfsleider of, wanneer de onderneming een rechtspersoon is, de natuurlijke persoon die met het effectieve beheer van de onderneming belast is en een mandaat heeft om haar te vertegenwoordigen;

b) ofwel een personeelslid dat aangesteld werd door de in a) vermelde persoon en die onder zijn gezag handelt.

6° de volledige garanties bieden op het vlak van organisatie en uitrusting om de opleiding van de leerling mogelijk te maken overeenkomstig het referentiekader of het opleidingsprogramma, en met de inachtneming van het door de referentiepersoon opgestelde opleidingsplan;

7° de verplichtingen naleven en eraan voldoen die de Franse Gemeenschapscommissie oplegt aan de ondernemingen die een stageovereenkomst afsluiten in het kader van de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

§ 3. Na het in § 1 voorziene bezoek moet een verslag daarover worden opgesteld door de referentiepersoon. Dit verslag moet ervoor zorgen dat gecontroleerd kan worden of de onderneming voldoet aan de in § 2 opgesomde erkenningsvoorwaarden, en een advies bevatten over de opleidingscapaciteit van de onderneming.

Art. 5. Indien het bezoek en het verslag van het bezoek niet binnen de 30 dagen van de erkenningsaanvraag kunnen worden gerealiseerd, kent de SFPME de onderneming een voorlopige erkenning toe, in zoverre de onderneming op eer verklaart te voldoen aan de in artikel 4, § 2 bedoelde voorwaarden van dit besluit en ze aanvaardt.

De voorlopige erkenning geldt tot en met de dag van de kennisgeving van de beslissing betreffende de definitieve erkenning of de weigering van de erkenning door de SFPME, en heeft een maximumduur van drie maanden te rekenen vanaf de indiening van de aanvraag.

Art. 6. Op basis van het verslag over het bezoek erkent de SFPME de onderneming definitief of trekt de voorlopige erkenning bedoeld in artikel 5 voor het beroep/de beroepen waarvoor een erkenning wordt gevraagd, in.

De beslissing wordt aan de onderneming per brief betekend.

De SFPME kent een erkenningsnummer toe aan de onderneming die hij erkent.

In geval de erkenning geweigerd wordt, wordt de beslissing aangetekend betekend en treedt zij van rechtswege de 3de werkdag na de kennisgeving in werking.

Art. 7. § 1. De mentor die door de onderneming aangewezen wordt overeenkomstig artikel 4, § 2, 5°, heeft de opdracht over het goede verloop van de opleiding van de leerling volgens zijn opleidingsplan te waken, en met name dat hij de beroepsvaardigheden verwerft die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van het beroep dat hij gekozen heeft.

§ 2. De mentor in de onderneming moet aan de volgende voorwaarden voldoen:

1° ofwel beschikken over een beroepservaring van minstens vijf jaar, bewezen door elk mogelijk rechtsmiddel, in het aangeleerde beroep in het geheel of gedeeltelijk in het kader van het beoogde beroep en waarvoor de onderneming de erkenning heeft gevraagd; wanneer de mentor geheel of voor het grootste deel in het kader van het door het opleidingsplan beoogde beroep een titel van bedrijfsleider in het aangeleerde beroep heeft behaald, moet hij over een beroepservaring van minstens twee jaar beschikken;

2° ofwel houder zijn van een diploma of van een pedagogisch getuigschrift of van een attest van opleiding voor het mentorschap, uitgereikt door een onderwijs- of opleidingsinstelling ingesteld of erkend door de bevoegde Gemeenschap of het bevoegde Gewest, dat bewijst dat hij over de noodzakelijke pedagogische kennis beschikt om het traject van de leerling als mentor op te volgen;

3° ofwel houder zijn van een titel ter erkenning van zijn competenties als mentor uitgereikt door een centrum voor de erkenning van competenties erkend door de bevoegde gefedereerde entiteit.

Hij moet getuigen van een onberispelijke houding en dit staven met een uittreksel II uit het Belgische strafregister dat gebruikt wordt in het kader van een activiteit die behoort tot onderwijs, medisch-sociale begeleiding, jeugdbijstand, kinderverzorging, animatie of omkadering van minderjarigen.

Art. 8. De SFPME bepaalt, op advies van de referentiepersoon, het aantal stagiairs dat gelijktijdig opgeleid kan worden, gelet op de opleidingscapaciteit van de onderneming.

De SFPME kan deze capaciteit herzien na een met redenen omkleed verzoek van de onderneming gericht aan de referentiepersoon.

Art. 9. Wanneer de alternerende opleiding het gebruik van risicomateriaal vereist dat noodzakelijk is voor de beroepsopleiding, of wanneer deze opleiding buiten de onderneming plaatsvindt, mag de mentor niet meer dan 2 leerlingen gelijktijdig superviseren.

Art. 10. § 1. De SFPME kan de erkenning van de onderneming opschorten of intrekken voor één beroep of beroepen, indien niet meer voldaan wordt aan één van de in artikel 4 § 2 bedoelde erkenningsvoorwaarden of indien de onderneming niet in staat is haar verplichtingen te vervullen zoals bepaald in artikel 23.

Indien geen enkele leerling bij de betrokken onderneming in de proeven van de beroepsopleiding slaagt gedurende de 5 laatste effectieve academische opleidingsjaren, kan dat een motief zijn om de erkenning in te trekken.

§ 2. De erkenning van de onderneming wordt ingetrokken:

1° in geval van overmacht wanneer deze de uitvoering van de verplichtingen verbonden aan de opleiding van de stagiair definitief onmogelijk maakt;

2° in geval van overlijden van de persoon die de stageovereenkomst ondertekende en gemachtigd is om aansprakelijk te worden gesteld voor de onderneming, of van de mentor;

3° de onderneming bevindt zich in het geval van een stopzetting van de activiteiten, faillissement, fusie, splitsing, overdracht, overname van de onderneming of van verandering van bedrijfsstatuut;

4° in geval van ernstig verzuim door de onderneming;

5° de onderneming heeft valse informatie overgemaakt.

§ 3. De SFPME brengt de onderneming via een aangetekend schrijven op de hoogte van de opschorting of de intrekking van de erkenning als opleidingsonderneming. Hij informeert gelijktijdig de leerling(en) over de gevolgen van deze beslissing wat betreft de voortzetting van de overeenkomst die werd opgesteld in het kader van de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

§ 4. Alvorens zijn beslissing te nemen, hoort de SFPME de betrokken onderneming die hem hiertoe de vraag stelt.

In geval de erkenning opgeschort wordt, wordt in de beslissing de duur van deze opschorting gepreciseerd, zodat de onderneming de kans krijgt haar situatie te regulariseren en zich te voegen naar haar verplichtingen.

In geval de erkenning ingetrokken wordt, wordt de beslissing aangetekend betekend en treedt zij van rechtswege de 3de werkdag na de kennisgeving in werking.

§ 5. De intrekking van de erkenning voor een opleiding en voor een vastgesteld beroep brengt de ontbinding van de stageovereenkomst(en) voor de beoogde opleiding met zich mee.

Art. 11. De onderneming kan binnen de 10 werkdagen na ontvangst van de kennisgeving via een aangetekend schrijven bezwaar aantekenen bij de administrateur-generaal van de Franse Gemeenschapscommissie tegen iedere beslissing met betrekking tot zijn erkenning, of de procedure voor het verlenen, opschorten of intrekken van de erkenning.

Art. 12. De SFPME stelt een document op waarmee de erkenning van de onderneming vastgesteld wordt, en dat volgens het model dat hij zelf bepaalt.

TITEL 3. — *Stageovereenkomst en opleidingsplan*

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen*

Art. 13. De stageovereenkomst wordt gesloten tussen een leerling en een onderneming. Ze kan gesloten worden voor alle beroepen waarvoor opleidingen voor de opleidingsfilière bedrijfsleider worden georganiseerd.

De opleiding in de onderneming kan in een ander Gewest of in het buitenland worden georganiseerd, overeenkomstig de voorwaarden en procedures voor mobiliteit die door de SFPME zijn vastgesteld.

In afwijking van het eerste lid kan een stageovereenkomst worden gesloten als de cursussen niet door het opleidingscentrum worden georganiseerd, maar er een opleidingsprogramma of referentiekader voor opleidingen bestaat. Deze afwijking kan alleen worden toegepast na voorafgaande toestemming van de SFPME.

Art. 14. Gelet op de bijzondere opleidingsmogelijkheden vastgesteld door de SFPME, kan de referentiepersoon bepalen dat een bijkomende opleiding i.v.m. bepaalde punten van het programma of van het referentiekader voor beroepen wordt gegeven aan de leerling, hetzij door een andere onderneming, hetzij in het opleidingscentrum in de vorm van bijkomende cursussen beroepspraktijk. De bijkomende opleiding kan worden verstrekt in een andere opleidingsinstelling dan die bedoeld in artikel 2, 8°, of in een onderwijsinstelling, op voorwaarde dat vooraf een partnerschaps- of samenwerkingsovereenkomst is opgesteld of gevalideerd door de SFPME.

Om deze aanvullende opleiding te voltooien, kan een nieuwe overeenkomst worden getekend met een andere onderneming, hetzij aan het einde van de initiële overeenkomst of tegelijkertijd. In het laatste geval wordt de initiële overeenkomst opgeschort voor de duur van de aanvullende opleiding.

HOOFDSTUK II. — *Verplichtingen van de partijen*

Art. 15. § 1. Het bedrijf moet erkend zijn of erkend worden als vormingsbedrijf voor het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst overeenkomstig de in Titel 2 bedoelde erkenningsprocedures.

§ 2. Als het bedrijf een rechtspersoon is, moet de stageovereenkomst in zijn naam gesloten worden door de natuurlijke persoon die instaat voor het werkelijke beheer ervan en gemachtigd is om het te verbinden.

Art. 16. De leerling moet voldoen aan de volgende voorwaarden:

1° voldoen aan de toelatingsvoorwaarden voor de opleiding tot bedrijfsleider overeenkomstig het besluit 2000/775 van 20 juli 2000 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de cursussen voor opleiding in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, artikel 44 of vastgesteld bij bijzondere regelgeving;

2° binnen acht weken na de eerste cursus zich inschrijven voor de cursussen van bedrijfsleider voor het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst behalve indien de leerling valt onder de in artikel 13, derde lid voorziene afwijking.

3° niet uitgesloten geweest zijn van het voordeel van de sluiting van de stageovereenkomst krachtens artikel 33.

In afwijking van 2° kan, indien de leerling zich niet binnen de vereiste termijn inschrijft bij het centrum, een stageovereenkomst worden gesloten vanaf 1 januari van het lopende academiejaar, mits voorafgaand akkoord van de SFPME. De leerling moet zich uiterlijk op 15 juli inschrijven voor de cursussen van het volgende academiejaar. Als de leerling zich niet inschrijft, wordt de stageovereenkomst op 31 juli beëindigd.

Art. 17. Voordat een stageovereenkomst kan worden gesloten, moet voor aanvang van de stage een aanvraag worden ingediend bij de SFPME. De procedures voor het indienen van het verzoek worden vastgesteld door de SFPME.

De stageovereenkomst moet gelijkvormig zijn aan de door de SFPME opgestelde standaardovereenkomst en de rechten en plichten van partijen overeenkomstig dit besluit vastleggen.

Ze wordt schriftelijk gesloten uiterlijk op het ogenblik dat de leerling zijn opleiding in het bedrijf begint.

Elk van de partijen ontvangt een exemplaar en een exemplaar wordt binnen 3 werkdagen na de start van de overeenkomst naar de referentiepersoon gestuurd.

Art. 18. § 1. De stageovereenkomst loopt even lang als het door de referentiepersoon opgemaakte opleidingsplan. In geval van verbreking van de stageovereenkomst moet de latere overeenkomst even lang duren als de nog te volgen opleiding.

§ 2. In afwijking van § 1 kan de duur van de stageovereenkomst op verzoek van een van de partijen of op verzoek van de mentor worden verkort volgens de procedures die door de SFPME zijn vastgesteld en vóór de ondertekening van de overeenkomst zijn overeengekomen.

§ 2. De stageovereenkomst kan verlengd worden:

1° in geval van zakken voor de evaluaties tijdens de opleiding en voor de eindexamens;

2° in geval van schorsing van de uitvoering van de overeenkomst tijdens een duur die gelijk aan of hoger dan zes maanden is.

§ 4. De regels betreffende de verlenging en de vermindering van de duur van de overeenkomst worden door de SFPME vastgesteld.

Art. 19. De referentiepersoon valideert de stageovereenkomst uiterlijk drie maanden na aanvang en na uitvoering van de in artikel 21 bedoelde controles en verificaties. De beslissing om de overeenkomst te valideren wordt door de mentor goedgekeurd op de standaardovereenkomst. Na het verstrijken van de termijn van drie maanden wordt de

stageovereenkomst als gevalideerd beschouwd. Als de referentiepersoon de stageovereenkomst niet valideert, deelt hij zijn beslissing per aangetekende brief en met opgave van redenen aan de werkgever mee. De werkgever beëindigt de stageovereenkomst uiterlijk de dag na de 3de werkdag die volgt op de kennisgeving van de weigering van de stageovereenkomst. De leerling blijft leerling tot deze datum. Als de overeenkomst verder wordt uitgevoerd, is de leerling een gewone werknemer.

De overeenkomst wordt onmiddellijk beëindigd, zonder opzegtermijn en zonder opzeggingsvergoeding.

Art. 20. De stageovereenkomst voorziet in een proefperiode van 1 maand.

Art. 21. Het geldigheidsdossier en de uitvoering van de stageovereenkomst worden gecontroleerd en geverifieerd door de SFPME. De referentiepersoon stelt een dossier op om na te gaan of:

1° de overeenkomst gelijkvormig is aan de in artikel 17 bedoelde standaardovereenkomst;

2° het bedrijf erkend is voor het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de overeenkomst in overeenstemming met Titel 2;

3° de leerling de in artikel 16 bedoelde voorwaarden vervult;

4° de duur van de overeenkomst overeenstemt met die vermeld in het opleidingsplan of met de duur vastgesteld overeenkomstig artikel 18, § 1 en § 2;

5° de leerling ingeschreven is op de werknemerslijst die overgemaakt wordt aan de Interbedrijfsgeneeskundige dienst.

6° het bedrijf de vormende capaciteit heeft om de leerling te verwelkomen;

7° het opleidingsplan in overeenstemming is met de artikelen 35 en 36.

Art. 22. De contracterende partijen verbinden zich ertoe de referentiepersoon onmiddellijk kennis te geven van alle moeilijkheden die bij de uitvoering van de overeenkomst ontstaan.

De referentiepersoon treedt op als bemiddelaar in geval van meningsverschil tussen de partijen. Als hij geen akkoord bereikt of als de opgeroepen partijen of één ervan niet opdaagt, stuurt hij binnen veertien dagen een verslag aan de SFPME, samen met de notulen van het verhoor van de partijen.

Op basis van het ingediende verslag kan de SFPME besluiten de maatregelen van de artikelen 33 en 34 van dit besluit toe te passen.

Art. 23. Het bedrijf of zijn wettelijke vertegenwoordiger moet:

1° vóór het sluiten van de stageovereenkomst contact opnemen met de referentiepersoon met het oog op het aanvragen van de erkenning van het bedrijf of het sluiten van een stageovereenkomst indien het bedrijf reeds erkend is;

2° erop toezien dat de opleiding bepaald door het opleidingsplan of de opleiding of een deel van het opleidingsplan aan de leerling wordt gegeven met het oog op de voorbereiding op de examens en op de uitoefening van het beroep waarvoor de leerling bestemd is, met name door hem de nodige hulp, gereedschap en grondstoffen te verschaffen;

3° de nodige zorg en aandacht besteden aan de inschakeling van de leerling in zijn beroepskring en hem het arbeidsreglement te overhandigen wanneer de stageovereenkomst is ondertekend;

4° de leerling geen taken opdragen die:

a) geen verband houden met het beroep waarvoor hij werd aangeworven;

b) geen opleidend karakter hebben;

c) gevaarlijk zijn voor zijn gezondheid en veiligheid;

d) verboden zijn krachtens wettelijke of verordeningbepalingen inzake de arbeidsbescherming;

5° de referentiepersoon op de hoogte houden van het verloop van de opleiding in het bedrijf;

6° in samenwerking met de referentiepersoon ervoor zorgen dat de leerling:

a) de cursussen regelmatig volgt in een opleidingscentrum, wat inhoudt dat het bedrijf ermee instemt dat de leerling niet aanwezig is in het bedrijf tijdens deze cursussen en de hele dag als de cursussen méér dan een halve dag in beslag nemen;

b) aan de praktische evaluaties op de werkvloer deelneemt;

c) aan de evaluaties deelneemt en de examens aflegt, wat inhoudt dat het bedrijf hem, ten laatste om 16 uur op de dag vóór die waarop de evaluaties en examens plaatsvinden, of niet later dan 12.00 uur als ze 's avonds plaatsvinden, moet vrijgeven;

d) de hem verstrekte pedagogische stukken nauwkeurig bijhoudt;

7° toezien op de toepassing van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk en de uitvoeringsbesluiten ervan, alsmede de verplichtingen die zijn vastgelegd in de Codex over het welzijn op het werk, in het Algemeen Reglement voor de arbeidsbescherming of in de collectieve arbeidsovereenkomsten die van toepassing zijn op het bedrijf tijdens de uitvoering van hun werk, met name:

a) door de wettelijke vereisten na te leven, wanneer de taken die aan de leerling worden toevertrouwd risico's voor zijn veiligheid of gezondheid met zich meebrengen of kunnen meebrengen;

b) door de nodige en gepaste voorzorgsmaatregelen te nemen, zowel inzake de organisatie als op het vlak van de uitrustingen die ter beschikking van de leerlingen worden gesteld, en te voorzien in de krachtens dezelfde wet opgelegde kleren en uitrustingen voor individuele bescherming;

c) door de leerling, zodra de overeenkomst begint te lopen, in te schrijven op de werknemerslijst die overgemaakt wordt aan de Interbedrijfsgeneeskundige dienst;

d) door, in voorkomend geval, ervoor te zorgen dat de leerling aan de krachtens voornoemde wet en de uitvoeringsbesluiten ervan opgelegde medische onderzoeken onderworpen wordt en het bewijs van dit onderzoek binnen twee maanden na het begin van de uitvoering van de overeenkomst levert;

e) door ervoor te zorgen dat de leerling op de hoogte wordt gesteld van en zich inschrijft voor opleidingen over veiligheid.

8° de leerling de in artikel 24 bedoelde minimale maandelijkse stagetoelage betalen;

9° tegemoetkomen in de vervoerkosten van de leerling, overeenkomstig de vigerende wettelijke bepalingen;

10° zich schikken naar het in het arbeidsreglement vastgelegde werkrooster zonder de drempel te overschrijden waarin voorzien wordt in de collectieve arbeidsovereenkomst die binnen het bevoegde paritaire comité gesloten werd of, bij gebrek aan dergelijke overeenkomst, de drempel bepaald bij de arbeidswetgeving, met inbegrip - in elk geval - van de tijd die de leerling besteedt aan het volgen van de cursussen;

11° de leerling over het hele jaar gemiddeld minimum 27 uren per week in het bedrijf tewerkstellen, met inbegrip van de uren die deze aan het volgen van de cursussen besteedt;

12° de leerling de nodige tijd te geven om zijn geloofsplichten, evenals zijn burgerlijke verplichtingen te vervullen;

13° de door de leerling in depot afgegeven persoonlijke bezittingen veilig bewaren en ze hem in ieder geval teruggeven;

14° een verzekering afsluiten tegen ongevallen die de leerling kunnen overkomen bij en door de uitvoering van de stageovereenkomst:

a) tijdens de vormingsuren in het bedrijf en tijdens de uren, in het opleidingscentrum, waarin de leerling de door de stageovereenkomst voorziene cursussen volgt, aan de evaluaties deelneemt en examens aflegt;

b) tijdens de gewone trajecten tussen zijn woonplaats en het bedrijf of het centrum, alsook tussen het bedrijf en het centrum;

15° de referentiepersoon en elke door de SFPME aangewezen persoon op de plaats van de uitvoering van de overeenkomst laten nagaan of hij de aangegane verplichtingen nakomt;

16° de referentiepersoon jaarlijks vóór 31 maart een verslag overhandigen over het verloop van de opleiding in het bedrijf, volgens de voorschriften die de SFPME bepaalt;

17° de referentiepersoon op diens verzoek, op het einde van de stage, een attest bezorgen, waarin de begin- en einddatum van de overeenkomst alsook de aard van de gevolgde opleiding worden vermeld;

18° de referentiepersoon verwittigen van de eventuele afwezigheden van de leerling;

19° pedagogische bijscholingscursussen volgen onder de voorwaarden en volgens de voorschriften die de SFPME bepaalt;

20° de leerling, onbetaald verlof toestaan of hem toelaten zijn wettelijk verlof aan te vullen met onbetaald verlof dat gelijkgesteld is met wettelijk verlof, als hij geen recht heeft op verlofdagen of recht heeft op een kleiner aantal dagen dan de wettelijke maximale duur, zodat hij voor elk vormingsjaar over 20 à 24 vrije dagen kan beschikken, al naar gelang de overeenkomst uitgevoerd wordt over 5 of 6 dagen aanwezigheid per week in het bedrijf;

21° de leerling naar de referentiepersoon laten gaan tijdens de opleidingsuren in het bedrijf;

22° de in artikel 22 van dit besluit bedoelde procedure in acht nemen bij elke moeilijkheid die in de loop van de overeenkomst ontstaat.

23° onder alle omstandigheden een effectieve ondersteuning op de werkvloer garanderen;

24° een vervangende mentor of een persoon verantwoordelijk voor de begeleiding van de leerling aanstellen indien de aangestelde mentor voor een korte periode afwezig is, onverminderd de regelingen die het bedrijf moet treffen om de eigenlijke mentor te vervangen in geval van langdurige afwezigheid of verandering van mentor. De vervangende mentor zal het best voldoen aan het profiel en de voorwaarden van de aangestelde mentor;

25° de sociale en administratieve verplichtingen verbonden aan de uitvoering van de stageovereenkomst naleven, in het bijzonder de verplichtingen verbonden aan DIMONA.

Art. 24. § 1. In overeenstemming met de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers of de daarmee overeenstemmende wetgeving van de vestigingseenheid van de onderneming, wordt de aan de leerling verschuldigde uitkering beschouwd als een bezoldiging.

De vergoeding is zowel verschuldigd voor de diensten die de leerling in de onderneming verleent als voor de cursussen die hij volgt en de evaluaties en examens die hij aflegt in overeenstemming met de stageovereenkomst.

Het bedrag van de uitkering wordt berekend op basis van het GGMMI, rekening houdend met de vaardigheden die de leerling heeft verworven en die zijn vastgelegd in het opleidingsplan.

Deze uitkering omvat de voordelen in natura die de bedrijfsleider toekent volgens de regels voor sociale zekerheid voor werknemers.

§ 2. De minimale maandelijkse uitkering bedraagt:

1° voor de gekwalificeerde leerling:

a) 1ste jaar: 46,46% van het GGMMI;

b) 2de en volgende jaren: 54,91% van het GGMMI;

2° voor de niet-gekwalificeerde leerling:

a) 1ste jaar: 32% van het GGMMI;

b) 2de jaar: 46,46% van het GGMMI;

c) 3de jaar: 54,91% van het GGMMI;

Onder "gekwalificeerde leerling" wordt verstaan een leerling die voor het beroep waarop de stageovereenkomst betrekking heeft, houder is van:

- een leertijdsgetuigschrift,

- een kwalificatiecertificaat van het vierde technisch jaar of het zesde jaar beroepsonderwijs,

- een kwalificatie die als gelijkwaardig is erkend in overeenstemming met de voorwaarden van de SFPME.

Onder "ongekwalificeerde leerling" wordt verstaan een leerling die is ingeschreven in het voorbereidende jaar of in het eerste jaar van de opleiding tot bedrijfsleider en die niet in het bezit is van een kwalificatie uit het vorige lid.

Als de bevoegde paritaire commissie hogere uitkeringen heeft vastgesteld, moet de onderneming deze bedragen aan de leerling betalen.

§ 3. Voor opleidingen die beginnen in de eerste helft van het kalenderjaar wordt de voortgang van de minimale maandelijkse toelage vastgesteld volgens de voorwaarden van de SFPME.

Voor de andere opleidingen, begint de progressie van de minimale maandelijkse toelage ofwel op 1 augustus voorafgaand aan de start van het volgende jaar ofwel, in geval van een tweede sessie, op 1 oktober voorafgaand aan de start van het volgende jaar.

Als de overeenkomst wordt verlengd, wordt de voortgang van de stage-uitkering uitgesteld, in overeenstemming met de voorwaarden en modaliteiten die door de SFPME zijn vastgesteld.

§ 4. De SFPME stelt de partijen schriftelijk in kennis van elke verhoging of indexering van het bedrag van de in § 2 en 3 bedoelde maandelijkse uitkering.

Art. 25. De leerling moet:

1° zijn werk zorgvuldig, eerlijk en op de tijd, plaats en wijze zoals is overeengekomen, verrichten;

2° zich met het oog op de uitvoering van de overeenkomst richten naar de onderrichtingen van de bedrijfsleider, zijn lasthebbers of zijn aangestelden met het oog op de uitvoering van de stageovereenkomst;

3° de cursussen voor de opleiding tot bedrijfshoofd regelmatig volgen, behalve in geval van vrijstelling, en de hem overgemaakte pedagogische stukken in acht nemen en nauwkeurig aanvullen;

4° deelnemen aan evaluaties en examens tijdens en op het einde van de opleiding;

5° zich tijdens en na afloop van de overeenkomst onthouden van de onthulling van fabricage- of bedrijfsgeheimen of geheimen van persoonlijke of vertrouwelijke aard, waarvan hij tijdens zijn opleiding kennis heeft gekregen;

6° zich onthouden van alles wat schadelijk kan zijn voor zijn eigen veiligheid of die van andere werknemers in de onderneming, de bedrijfsleider of derden en houdt zich in het bijzonder aan de gezondheids- en veiligheidsmaatregelen die in het beroep zijn vastgelegd;

7° het hem toevertrouwde gereedschap in goede staat teruggeven, alsook de werkkledij wanneer deze opgelegd is bij of krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

8° de referentiepersoon een opvolgingsrapport bezorgen van het verloop van de stage, volgens de voorschriften die de SFPME bepaalt;

9° de in artikel 12 bedoelde procedure in acht nemen bij elke moeilijkheid die bij de uitvoering van de overeenkomst ontstaat.

Art. 26. In geval van schade die door de leerling aan het bedrijf of aan derden wordt toegebracht bij de uitvoering van zijn overeenkomst, is de leerling alleen aansprakelijk voor zijn opzettelijk wangedrag of grove schuld. Hij is enkel aansprakelijk voor een lichte fout die eerder gewoonlijk dan toevallig voorkomt.

In geval van schade als bedoeld in het eerste lid dienen partijen de referentiepersoon hiervan onverwijld in kennis te stellen.

De bedrijfsleider kan op de stagevergoeding de vergoedingen en schadevergoedingen inhouden die hem op grond van dit artikel toekomen en die na de feiten met de leerling zijn overeengekomen of door de rechter zijn vastgesteld. De totale inhoudingen mogen niet meer bedragen dan een vijfde van de maandelijkse vergoeding, na aftrek van eventuele inhoudingen op grond van de belasting- en socialezekerheidswetgeving.

Art. 27. De leerling is niet aansprakelijk voor beschadiging of slijtage door normaal gebruik van het artikel of voor verlies door onvoorziene omstandigheden.

HOOFDSTUK III. — *Schorsing van de uitvoering van de stageovereenkomst*

Art. 28. § 1. De overeenkomst wordt opgeschort onder de voorwaarden en volgens de vormen bepaald door de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten en krachtens de federale bepalingen die van toepassing zijn op de alternerende opleidingen voor wat de aspecten inzake sociale zekerheid betreft.

In afwijking van het eerste lid wordt de betaling door de onderneming van de stage-uitkering van de leerling in geval van opschorting van de stageovereenkomst beperkt tot de eerste zeven kalenderdagen afwezigheid. In geval van tijdelijke werkloosheid anders dan ten gevolge van een technisch ongeval is de onderneming vrijgesteld van het betalen van een uitkering.

§ 2. Indien is vastgesteld dat een van de partijen de in deze titel bedoelde verplichtingen niet is nagekomen, kan de SFPME de uitvoering van de stageovereenkomst opschorten voor een periode die het vaststelt, nadat de partijen die daarom verzoeken, zijn gehoord.

Wanneer de uitvoering van de overeenkomst meer dan zes maanden wordt opgeschort, wordt de einddatum van de overeenkomst verlengd tot 30 september van het jaar volgend op het jaar waarin de overeenkomst had moeten aflopen.

Art. 29. Elke opschorting van een stageovereenkomst wordt door het bedrijf onmiddellijk meegedeeld aan de referentiepersoon.

HOOFDSTUK IV. — *Einde, verbreking, intrekking van de stageovereenkomst*

Art. 30. De stageovereenkomst eindigt:

1° bij het verstrijken van de termijn;

2° op verzoek van één van de partijen dat schriftelijk meegedeeld wordt met inachtneming van een opzegtermijn van 7 kalenderdagen als de leerling zich in een proefperiode bevindt en een opzegtermijn van 14 kalenderdagen als de leerling zich niet in een proefperiode bevindt, of met betaling van een schadevergoeding wegens contractbreuk voor een gelijkwaardige periode als de opzegtermijn niet wordt nageleefd.

De te presteren opzeggingstermijn wordt van kracht op de 3de werkdag volgend op de betekening per aangetekende brief of op de dag volgend op de betekening wanneer deze gebeurt per gerechtsdeurwaarder of het voorwerp uitmaakt van een ontvangstbewijs ondertekend door de partij aan wie de kennisgeving wordt gedaan;

3° onmiddellijk wanneer een in de artikelen 31 en 32 bedoelde ernstige reden tot verbreking bestaat, wat de andere partij betreft;

4° in onderlinge overeenstemming tussen de bedrijfsleider en de leerling in geval van onmin die het goede verloop van de stageovereenkomst sterk verhindert en met voorafgaande inlichting van de referentiepersoon;

5° door het overlijden van één van de partijen;

6° door toeval of in geval van overmacht die de uitvoering van de overeenkomst definitief onmogelijk maakt;

7° door schriftelijk verzoek van de leerling, gericht aan de bedrijfsleider en de referentpersoon, en met een opzegtermijn van 7 dagen, als hij bij arbeidsovereenkomst in dienst genomen is, binnen een administratie benoemd is of zich als zelfstandige vestigt;

8° als de uitvoering van de overeenkomst meer dan zes maanden geschorst wordt en één van de partijen de wens uitdrukt ze niet voort te zetten;

9° wanneer de SFPME de leerling of de onderneming uitsluit van de stageovereenkomst overeenkomstig artikel 33;

10° wanneer de SFPME de erkenning van de onderneming intrekt of weigert overeenkomstig artikel 10;

11° wanneer de referentpersoon de stageovereenkomst niet valideert overeenkomstig artikel 19.

In geval van verbreking om ernstige redenen zoals voorzien in de artikelen 31 en 32, moet de partij die de redenen inroept de andere partij uiterlijk op de derde werkdag volgend op de dag waarop de stageovereenkomst wordt opgezegd, op de hoogte brengen van de redenen. Deze kennisgeving gebeurt per aangetekende brief of door overhandiging van een geschrift. In het laatste geval dient de handtekening van de persoon die de kennisgeving ontvangt enkel als ontvangstbewijs en niet als erkenning van de dringende reden. Een kopie van de kennisgeving wordt naar de referentpersoon gestuurd.

Art. 31. Het bedrijf kan een ernstige reden tot verbreking inroepen die de ontbinding van rechtswege van de stageovereenkomst wettigt als de leerling:

1° zich schuldig maakt aan een oneerlijke daad, aan handtastelijkheden of zware beledigingen t.o.v. de bedrijfsleider of zijn personeel;

2° hen opzettelijk stoffelijke of morele schade berokkent tijdens of naar aanleiding van de uitvoering van de overeenkomst;

3° beroepsgeheimen onthult of blijk geeft van indiscretie op het gebied van zaken;

4° zijn verplichtingen verzuimt i.v.m. de goede orde, de veiligheid en de tucht binnen het bedrijf of de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 32. De leerling kan een ernstige reden van verbreking inroepen, die de ontbinding van rechtswege van de stageovereenkomst wettigt als:

1° de bedrijfsleider of de aangeduide mentor zich tegenover de leerling schuldig maakt aan een oneerlijke daad, aan handtastelijkheden of zware beledigingen;

2° de bedrijfsleider of de aangeduide mentor de leerling op dergelijke wijze laat behandelen door derden;

3° de zedelijkheid van de leerling in gevaar wordt gebracht in de loop van de overeenkomst;

4° de onderneming ernstig tekort schiet in de nakoming van zijn verplichtingen m.b.t. de uitvoering van de overeenkomst.

Art. 33. De SFPME kan de leerling of het bedrijf uitsluiten van het voordeel van de latere of huidige stageovereenkomst in een van de volgende gevallen:

1° indien één van de partijen valse inlichtingen heeft verstrekt;

2° indien de leerling de voorwaarden van artikel 16 niet meer vervult;

3° in geval van ernstige of herhaalde overtredingen door het bedrijf van artikel 23 of wanneer de erkenning van het bedrijf is ingetrokken;

4° indien één van de partijen haar verplichtingen niet meer nakomt betreffende de theoretische en praktische opleiding;

5° uit de evaluaties tijdens de opleiding blijkt dat de leerling niet beschikt over de nodige bekwaamheden om de bij het opleidingsprogramma bepaalde kennis te verwerven;

6° de leerling lichamelijk ongeschikt wordt verklaard voor de uitoefening van het beroep dat het voorwerp uitmaakt van de stageovereenkomst, bij of krachtens de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

7° de partijen niet tot een akkoord zijn gekomen na afloop van de in artikel 22 bedoelde procedure

8° wanneer er voldoende aanwijzingen zijn dat er een risico bestaat voor de veiligheid, de fysieke of morele integriteit van leerling.

Alvorens een van de partijen uit te sluiten van het sluiten van overeenkomsten, vraagt de SFPME het advies van de referentpersoon.

De referentpersoon verzoekt de contracterende partijen erom hun eventuele opmerkingen schriftelijk mee te delen. In voorkomend geval roept hij ze op om ze te horen en voorlegt hij een verslag aan de SFPME.

De uitsluitingsdatum wordt vastgesteld door de SFPME. De partijen beëindigen de overeenkomst op deze datum.

Art. 34. Als het belang van de leerling het rechtvaardigt, kan de SFPME de uitvoering van de overeenkomst schorsen voor een termijn die hij bepaalt.

Als de schorsing van de uitvoering van de overeenkomst meer dan zes maanden duurt, is artikel 30, 8°, van toepassing.

HOOFDSTUK V. — *Opleidingsplan*

Art. 35. Het opleidingsplan identificeert het individuele opleidingstraject van de leerling; het beschrijft zijn of haar opleidingstraject en maakt het mogelijk om de verwerving van professionele vaardigheden, de progressie van taken en verantwoordelijkheden te volgen.

Het opleidingsplan wordt opgesteld op basis van de eerdere opleiding, het beroepsproject, de vaardigheden en de leeftijd van de leerling.

Art. 36. Het omvat minstens:

- 1° de activiteiten van het beroep;
- 2° de te volgen cursussen, rekening houdend met eventuele vrijstellingen en verschuivingen overeenkomstig de door de SFPME vastgelegde modaliteiten;
- 3° de vaardigheden die de leerling moet verwerven in het kader van de opleiding;
- 4° de duur van de opleiding.

Het opleidingsplan heeft een open einde.

Art. 37. Het opleidingsplan voor een stageovereenkomst waarvan de duur wordt verkort of verlengd, wordt goedgekeurd door de SFPME.

TITEL 4. — *Stageovereenkomst professionele praktijkervaring*

Art. 38. De stage professionele praktijkervaring is een opleiding georganiseerd door de SFPME, via het opleidingscentrum bedoeld in artikel 2, 8° in de beroepsopleiding voor bedrijfsleiders. Ze heeft tot doel de leerlingen in staat te stellen minstens één stage te volbrengen met het oog op het verwerven, ontwikkelen of beheersen van beroepsvaardigheden in het vak.

Deze stage wordt geformaliseerd door het afsluiten van een stageovereenkomst professionele praktijkervaring tussen een leerling, een bedrijf in het Brussels Gewest en het opleidingscentrum. De onbetaalde stage kan pas beginnen als de overeenkomst is ondertekend door het bedrijf en de leerling en gevalideerd door de opleidingspool.

De stage kan worden georganiseerd in een ander Gewest volgens de voorwaarden bepaald door de SFPME.

Het is onbetaald en kan alleen worden georganiseerd in secties waar de leerling moet aantonen dat hij praktijkervaring heeft in een bedrijf in overeenstemming met het referentiekader voor de opleiding.

Het gastbedrijf voert de activiteit uit waarop de door de leerling gevolgde opleiding betrekking heeft.

Het aantal uren werkervaring is beperkt tot de uren die in het referentiekader voor de opleiding zijn gespecificeerd. Bij de ondertekende overeenkomst en het in artikel 44 bedoelde activiteitenverslag wordt een uurrooster van de prestaties gevoegd.

Art. 39. De begunstigden van een opleidingsstage professionele praktijkervaring zijn:

- a) Leerlingen met een arbeidsovereenkomst of die als zelfstandige een andere activiteit uitoefenen dan de gevolgde opleiding;
- b) Leerlingen met een vervangingsinkomen die beschikbaar moeten blijven op de arbeidsmarkt en die niet in staat zijn om een betaalde stageovereenkomst aan te gaan zoals bedoeld in titel 3 van dit besluit;
- c) Leerlingen die zijn ingeschreven in een traject waar een tekort is aan stageplaatsen. Hiertoe wordt door de SFPME uiterlijk 31/12 van elk academiejaar een lijst opgesteld en geactualiseerd;
- d) Studenten die ondanks een intensieve zoektocht geen stageplaats hebben gevonden.

Art. 40. De leerlingen bedoeld in art. 39, a) en b) kunnen vanaf het begin van hun opleiding en niet meer dan één keer per academiejaar toegang krijgen tot de stage professionele praktijkervaring.

Art. 41. De leerlingen bedoeld in artikel 39, c) en d) kunnen vanaf 1 januari van het lopende academiejaar gebruik maken van de stage.

Behoudens afwijkingen toegestaan door de SFPME, kunnen deze leerlingen maximaal één stageovereenkomst sluiten tijdens hun opleiding, op voorwaarde dat de leerling het bewijs levert van een actieve zoektocht naar een stageovereenkomst zoals bedoeld in titel 3 van dit besluit.

Hiertoe dient de leerling zijn aanvraag in door attesten of andere nuttige documenten voor te leggen waaruit blijkt dat hij meerdere bedrijven heeft gezocht en dat deze hebben geweigerd een stageovereenkomst te sluiten zoals bedoeld in titel 3 van dit besluit.

Art. 42. Voor de stage professionele praktijkervaring is voorafgaande goedkeuring van het opleidingscentrum vereist. Het centrum neemt een beslissing nadat het heeft gecontroleerd of aan alle voorwaarden is voldaan en of het bedrijf de beroepsactiviteit uitoefent waarvoor de leerling wordt opgeleid.

Art. 43. Behoudens een vrijstelling die aan de SFPME wordt voorgelegd, mogen de bedrijven maximaal één leerling per academiejaar in het kader van een stageovereenkomst professionele praktijkervaring aannemen.

Art. 44. Binnen de 15 dagen na het einde van de stage moet de leerling een activiteitenverslag indienen bij de opleidingspool van het centrum.

Art. 45. Bij gebrek aan voorafgaand akkoord over het sluiten van de overeenkomst of het indienen van het activiteitenverslag, kan de professionele praktijkervaring niet in aanmerking worden genomen voor de toelating tot examen C zoals bepaald in artikel 29, § 2 van het besluit van 20 juli 2000 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 46. De stage professionele werkervaring moet voor 1 juni van het schooljaar zijn afgerond. Een stage professionele praktijkervaring als bedoeld in dit besluit mag niet worden afgesloten in het 3de kwartaal van het lopende kalenderjaar.

TITEL 5. — *Stage vertrouwd maken met ambachten*

Art. 47. De stage vertrouwd maken met ambachten is een observatiestage in een onderneming en is onbetaald.

Art. 48. Deze stage staat open voor alle personen van vijftien jaar en ouder, ongeacht hun leeftijd, ongeacht of ze al dan niet ingeschreven zijn in het opleidingscentrum en ongeacht hun woonplaats.

De partijen zijn verplicht om voor aanvang van de stage toestemming te vragen aan de SFPME.

Art. 49. De stage vertrouwd maken met ambachten kan het hele jaar door gevolgd worden.

In afwijking van lid 1 mogen de stages, voor jongeren die nog leerplichtig zijn, niet samenvallen met de lestijden.

Art. 50. De stage vertrouwd maken met ambachten mag niet langer dan vijf werkdagen duren.

Art. 51. Het aantal stages vertrouwd maken met de ambachten is beperkt tot drie per persoon.

Deze stages kunnen in eenzelfde ambacht bij verschillende ondernemingen of binnen dezelfde onderneming in verschillende ambachten plaatsvinden.

Art. 52. De stage wordt uitgevoerd in een onderneming die een vestiging heeft op het grondgebied van het Franse taalgebied, volgens de modaliteiten bepaald door de SFPME.

In afwijking van het eerste lid kan de stage worden uitgevoerd op een ander grondgebied van het land op voorwaarde dat vooraf een samenwerkingsakkoord werd gesloten met de bevoegde opleidingsverstrekker van het betreffende grondgebied.

Art. 53. Onder voorbehoud van validering door de SFPME oefent de onderneming die leeropleidingen verstrekt, een activiteit uit die het voorwerp uitmaakt van een door de SFPME georganiseerd opleidingsprogramma of referentiekader voor opleidingen.

De onderneming die leeropleidingen verstrekt, is niet verplicht om een erkenning aan te vragen. De erkenning mag echter niet zijn ingetrokken of geweigerd op grond van titel 2.

Art. 54. De onderneming die leeropleidingen verstrekt, mag maximaal twee personen tegelijk ontvangen.

Niettegenstaande het voorgaande lid kan de SFPME de maximumdrempel op gemotiveerd verzoek van de onderneming herzien.

Art. 55. § 1. De SFPME sluit voor de persoon die een stage vertrouwd maken met ambachten volgt, een gewone ongevallen- en wettelijke aansprakelijkheidsverzekering af voor de volledige duur van de stage.

§ 2. De verzekering dekt de betrokkene voor stages uitgevoerd op de stageplaats en voor de duur van de stage, met uitsluiting van de verplaatsingen van en naar de stageplaats.

Als de leerling naar de locatie of naar een andere locatie reist dan de plaats waar de stage plaatsvindt, wordt hij begeleid door een personeelslid van de onderneming.

TITEL 6. — *Verplichte observatiestage*

Art. 56. Voor de opleidingen bepaald door de SFPME en overeenkomstig de modaliteiten die het vaststelt, kan de persoon die zich wenst in te schrijven voor een opleiding of de leerling die is ingeschreven voor een opleiding die voorziet in een verplichte observatieperiode, deze observatieperiode volgen in een onderneming voor een duur bepaald in het opleidingsprogramma of het referentiekader voor opleidingen, voorafgaand aan de inschrijving voor de opleiding of het afleggen van de beoordelingen en examens tijdens of op het einde van de opleiding.

Voor aanvang van de stage wordt een overeenkomst conform de door de SFPME opgestelde standaardovereenkomst ondertekend.

Deze stage is onbetaald.

TITEL 7. — *Beroep*

Art. 57. Onverminderd artikel 11, kunnen de partijen binnen 10 dagen na ontvangst van de beslissing via aangetekend schrijven beroep aantekenen bij de administrateur-generaal van de Franse Gemeenschapscommissie tegen elke beslissing genomen in toepassing van dit besluit.

TITEL 8. — *Opheffings-, overgangs-, en slotbepalingen*

Art. 58. Het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 59. Het besluit van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende het afwisselend opleidingsprogramma opleidingsplan alternerend leren in de permanente opleiding van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 60. Het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juli 2018 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden alsook de procedure voor de toekenning, de opschorting en de intrekking van de erkenning van de opleidingsfilière voor de richting bedrijfsleider binnen de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen wordt opgeheven.

Art. 61. Bij wijze van overgangsmaatregel blijven de stageovereenkomsten die gesloten zijn vóór de inwerking-treding van dit besluit van kracht tot hun einddatum, overeenkomstig de bepalingen van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Art. 62. De onderneming die het voorwerp uitmaakt van een erkenning op basis van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 5 juli 2018 tot vaststelling van de erkenningsvoorwaarden van de ondernemingen in de Permanente opleiding van de Middenklasse en de kleine en middelgrote ondernemingen, wordt geacht erkend te zijn in de zin van dit besluit.

Art. 63. Bij wijze van overgangsmaatregel blijft het opleidingsplan verbonden aan een stageovereenkomst gesloten voor de inwerkingtreding van dit besluit van toepassing.

Art. 64. Dit besluit treedt in werking op 1 september 2024.

Art. 65. Het Lid van het College bevoegd voor Beroepsopleiding is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 28 maart 2024.

Voor het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

B. CLERFAYT,
Het Lid van het College belast met Beroepsopleiding

B. TRACHTE,
De Voorzitter van het College